

Lyon, le 30 mai 2022

Bonjour,

Voici mes réponses à votre questionnaire, je réponds pour les candidats Lutte Ouvrière présents dans toutes les circonscriptions du Rhône, comme du reste de la métropole ainsi que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion.

Cordialement,

Jim Bugni (1^{ère} circ.)

Question 1 : Êtes-vous favorable à un retour à l'indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen ?

Nous sommes favorables à l'indexation des salaires et de toutes les pensions sur l'inflation réelle. En effet l'inflation calculée par l'INSEE est loin de refléter la réalité des augmentations des dépenses des ménages populaires.

Bien sur cette mesure comme toutes les autres n'est pas une promesse électorale comme savent en faire tous les politiciens professionnels. Notre programme est formé d'objectifs à imposer par des luttes contre les dirigeants capitalistes.

Question 2 : Êtes-vous prêts à prendre de mesures pour un rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2014 et pour éviter que cette dégradation programmée se poursuive ?

Il n'y a aucune raison de se contenter de revenir au pouvoir d'achat de 2014. Nous disons que les travailleurs ne doivent pas se contenter de ce que les patrons pourraient éventuellement leur consentir. Au contraire il faut que nous imposions ce dont nous avons besoin pour vivre dignement sans risquer de se retrouver en difficulté à la fin du mois. Nous comptons qu'il faut au minimum 2000€ net par mois, c'est vrai pour les salariés comme pour les retraités.

Pour répondre à ceux qui nous disent qu'une telle mesure n'est pas réaliste nous disons aussi qu'il faut imposer la levée du secret commercial et bancaire. Nous verrons alors à quelle point le travail crée des richesses.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'annulation de la hausse de la CSG ? Êtes-vous pour la mise en place d'une assurance maladie financée par les cotisations sociales ?

La CSG a été mise en place par Michel Rocard en 1990, elle devait être limitée dans le temps. Il ne faut donc pas se contenter d'annuler sa hausse mais l'abolir tout simplement.

L'assurance maladie doit être intégralement financée par le patronat.

Question 4 : Quelles mesures envisagez-vous pour améliorer le système de santé hospitalier et le faire fonctionner de nouveau correctement (création de lits, embauches, etc.) ?

Avant tout, dans la santé comme dans tous les autres secteurs, il faut que ce soit les travailleurs qui décident. Qui mieux que les travailleurs savent combien de personnes il faut dans chaque

service et quels sont les outils et les moyens nécessaires pour travailler dans de bonnes conditions ?

Cela passera forcément par des embauches massives avec des formations, des contrats et des salaires dignes. Il faudra aussi augmenter le nombre de lits et rouvrir des hôpitaux de proximité. La logique comptable des banques et des actionnaires doit être proscrite.

Question 5 : Êtes-vous favorable à la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par l'assurance-maladie ? Quelles mesures préconisez-vous pour l'embauche et la formation de personnels qualifiés (Ehpad et services à domicile) en nombre suffisant ?

La perte d'autonomie doit être financée par le patronat.

Pour les Ehpad la solution est la même que dans les hôpitaux : ce sont tous les personnels du secteur qui doivent décider, pas les actionnaires assoiffés de profits ou les dirigeants soumis aux impératifs d'économies.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la remise en place de services publics de proximité répondant aux besoins de nos concitoyens et plus particulièrement de ceux des retraités ?

Les services publics doivent répondre aux besoins de toute la population et ne plus être soumis aux impératifs des financiers. En levant le secret commercial et bancaire les travailleurs verront que les moyens existent pour les développer.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la création d'un tel ministère ?

Nous disons qu'il ne faut pas créer un ministère de plus dans un gouvernement au service des capitalistes, mais qu'il faut un gouvernement entièrement aux mains des travailleurs. Dans une société où les travailleurs auraient le pouvoir de décision les retraités auraient toute leur place.